



## PAS TOUCHE A NOS SERVICES PUBLICS! PAS TOUCHE A NOS PENSIONS!

Avec les politiques d'austérité imposées par l'Europe, les motifs budgétaires servent d'alibi à la droite pour porter atteinte à notre modèle social, en particulier la sécurité sociale et les services publics. Alors qu'un pensionné sur cinq vit sous le seuil de pauvreté, le nouveau gouvernement de droite s'attaque également aux régimes de pensions en décidant d'augmenter l'âge légal de la pension à 67 ans pour tous! De plus, ni les interruptions de carrière sans motif, ni les années d'études ne compteront plus comme période assimilée pour le calcul de la pension; le calcul de la pension se comptera sur l'entièreté de la carrière et non plus sur les 10 dernières années (donc perte financière)!

Ils veulent ainsi économiser 2,3 milliards dans les services publics et 5,1 milliards dans la sécurité sociale! Parallèlement, une diminution des cotisations patronales de 32% à 25% est prévue comme cadeau aux entreprises! Les efforts à réaliser portent encore sur le monde du travail alors que les revenus du capital sont épargnés! C'est inacceptable!

Tout ceci est imposé au nom du remboursement de la dette publique (qui représente 20% du budget fédéral annuel). Mais ce ne sont donc ni les étrangers, ni les chômeurs, ni les malades, ni même les fonctionnaires qui sont responsables de l'endettement du pays ; mais ce sont bien les cadeaux fiscaux, le renflouement des banques et les taux d'imposition bas pour les plus riches, donnés par les différents gouvernements aux patrons et aux banques, qui ont diminué les recettes de l'Etat et qui sont responsable de l'augmentation de la dette publique.

« On vit plus longtemps donc il faut travailler plus » : FAUX! Statistiquement on vit plus longtemps mais l'espérance de vie en bonne santé diminue, et c'est de cela dont il faut tenir compte. D'autre part, rallonger les carrières ne sert à rien alors que les jeunes galèrent pour trouver un emploi. De plus on sait que les employeurs n'engagent plus les + de 45ans. Pour la CGSP, la solution se trouve surtout dans une diminution et un partage du temps de travail pour tous ainsi que dans une fiscalité plus juste et au service de la collectivité : à l'inverse, presser les travailleurs et les salaires ne sert que les intérêts des plus riches et des entreprises et créera encore plus de précarité.

## Les travailleurs et les citoyens ont déjà assez payé aux plus riches! A eux de payer leur crise! Travailler plus et gagner moins: nous disons NON!

NON, le recul de l'âge légal de la pension à 67 ans ne va pas aider les jeunes à avoir du travail!

NON, réactiver les prépensionnés dans une recherche d'emploi n'a pas de sens, sauf pour le patronat : augmenter le nombre de demandeurs d'emploi afin de mettre la pression sur les salaires et diminuer le bien-être des travailleurs!

NON, le calcul du montant des pensions sur l'entièreté de la carrière ne va pas améliorer la qualité de vie des plus âgés!

NON, 4 départs à la pension sur 5 qui ne seront pas remplacés dans la fonction publique, ça ne va pas améliorer la qualité des services publics ni les conditions de travail de ses travailleurs!

**NON**, les économies sur les soins de santé ne vont pas améliorer la qualité de vie des citoyens ni les conditions de travail de ceux qui nous soignent et qui prennent soin des malades!

**NON**, la diminution du montant des allocations de chômage ne va pas augmenter le nombre d'offres d'emploi, ni les conditions de vie des travailleurs sans emploi!

**NON**, les politiciens bureaucrates qui prennent ces décisions, vendus au libre marché, à la compétitivité, à l'économie néolibérale, ne sont pas au service de la population mais bien au service du 1% : du capital, des banques et des riches.

Ces attaques contre les pensions et la sécurité sociale en général ne représentent rien d'autre que le vol d'une partie de nos salaires et servent à diminuer son rôle de solidarité et de protection collective pour mieux la détruire!

## NON à l'austérité! NON au recul social!

Pour la justice sociale et contre les inégalités, défendons ensemble un refinancement pour une sécurité sociale forte et des services publics de qualité! Notre colère est légitime, notre lutte aussi!

## **Prochains RDV:**

Mercredi 22/4 grève générale des services publics Pour un deuxième plan d'action national avec grève de 48h!

Pour en savoir plus et rester informé: WWW.INFOSKES.BE ou INFO.NOAUSTERITY@GMAIL.COM